



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Violences sexuelles dans le sport

Question au Gouvernement n° 2665

Texte de la question

VIOLENCES SEXUELLES DANS LE SPORT

M. le président. La parole est à Mme Agnès Firmin Le Bodo.

Mme Agnès Firmin Le Bodo. Dans son livre *Un si long silence*, Sarah Abitbol, ancienne championne de patinage artistique, accuse de viol l'un de ses anciens entraîneurs. Avant tout, je tiens à saluer son courage et à l'assurer de tout notre soutien. (Applaudissements sur tous les bancs.) J'ai été extrêmement touchée par ce témoignage, en tant que femme, mais aussi en tant qu'ancienne patineuse et membre de cette fédération que je connais donc bien – très bien.

Madame la ministre des sports, vous avez demandé la démission de Didier Gailhaguet, président de la Fédération française des sports de glace, et dénoncé « un dysfonctionnement général » de celle-ci. Je ne peux qu'approuver votre démarche constructive, d'autant que la réaction inappropriée, choquante, de M. Gailhaguet, et ses propos mettant en cause, sans la nommer, l'ancienne ministre des sports Marie-George Buffet – que je salue – sont aussi abjects que scandaleux. (*Mêmes mouvements.*)

Je salue la décision du parquet de Paris, qui a ouvert une enquête préliminaire pour viol sur mineur par personne ayant autorité sur la victime, et souhaite identifier les autres personnes ayant pu subir des faits de même nature. « Une fédération sportive, ce n'est ni la police, ni la justice », a déclaré M. Gailhaguet. Eh bien, je souhaite que la police et la justice fassent tout pour qu'il soit enfin mis un terme à ces affaires sordides, malheureusement encore fréquentes et trop souvent passées sous silence. J'espère que l'issue de celle-ci apportera un certain réconfort à Sarah et à toutes les victimes.

Plus largement, il faut désormais protéger, rassurer et accompagner les autres sportives et sportifs qui auraient eu à subir d'aussi ignobles agissements. Madame la ministre, vous avez lancé l'année dernière un vaste plan de mesures pratiques. Il est urgent d'agir. Je ne peux évidemment que vous encourager. Quels moyens concrets prévoyez-vous pour prévenir ce fléau, qui ne touche que trop de disciplines et de fédérations ? (*Mêmes mouvements.*)

M. le président. La parole est à Mme la ministre des sports.

Mme Roxana Maracineanu, ministre des sports. Oui, madame la députée, la situation est grave. En Europe, un enfant sur cinq est victime de violences sexuelles, et le milieu sportif n'est pas épargné. Dès mon arrivée au ministère des sports, en septembre 2018, j'ai pris des mesures visant à prévenir ces violences et à mieux contrôler l'encadrement des pratiquants, qu'il soit assuré par des professionnels ou par des bénévoles.

Je tiens à saluer devant vous le courage de Sarah Abitbol, ainsi que des autres sportives et sportifs qui ont

dénoncé ces abus. Je veux leur dire que leur témoignage ne sera pas vain, qu'il permet déjà de libérer la parole des enfants au sujet de faits plus récents et donc non prescrits. (Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes MODEM et UDI-Agir. – M. Hervé Berville applaudit également.)

Cette situation impose une mobilisation sans précédent. J'utiliserai tous les moyens dont je dispose pour écarter les individus qui commettent de tels agissements.

M. Charles de Courson. Il faut leur couper les vivres !

Mme Roxana Maracineanu, ministre. Concernant la Fédération française des sports de glace, et en particulier certains de ses cadres, je prends toutes mes responsabilités. J'ai engagé une procédure de retrait de la délégation et j'ai demandé la démission du président, comme vous l'avez rappelé. (Mme Véronique Riotton applaudit.)

Je tiens à rassurer les licenciés des associations : cela ne changera rien pour eux. Le CNOSF, le Comité national olympique et sportif français, nous permet de garantir la continuité de l'encadrement au quotidien, l'organisation des compétitions, la prise en considération des besoins des athlètes de haut niveau. S'agissant toujours de cette fédération, j'ai instauré un accompagnement des 200 clubs afin de m'assurer des conditions d'encadrement de la pratique sportive, et une mission d'inspection générale est diligentée pour faire la lumière sur le rôle et la responsabilité de chacun.

Plus généralement, nous avons créé, au ministère, une cellule destinée à traiter les cas de violences révélés par les médias, ainsi que les signalements ou témoignages qui nous parviennent directement. D'ici à la fin février, Marlène Schiappa, Adrien Taquet et moi-même réunirons les acteurs du monde sportif et les associations de prévention des violences pour lancer un grand plan national visant à prévenir ces dérives.

N'oublions jamais que le club est avant tout l'école du vivre ensemble, et que jamais les comportements déviants de certains ne doivent entacher cette ambition. (Mme Cendra Motin applaudit.) Je veux que le sport soit exemplaire. (Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et MODEM.)

M. le président. La parole est à Mme Agnès Firmin Le Bodo.

Mme Agnès Firmin Le Bodo. Merci de votre réponse, madame la ministre. Je crois nécessaire et urgent de rassurer les sportifs de haut niveau, les clubs et tous les bénévoles de nos associations, qui sont inquiets et ne souhaitent pas subir les conséquences de ces affaires. (Applaudissements sur les bancs du groupe UDI-Agir.)

Données clés

Auteur : [Mme Agnès Firmin Le Bodo](#)

Circonscription : Seine-Maritime (7^e circonscription) - UDI, Agir et Indépendants

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2665

Rubrique : Sports

Ministère interrogé : Sports

Ministère attributaire : Sports

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [5 février 2020](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [5 février 2020](#)